

MIGRATION IRRÉGULIÈRE, TRAFIC DE DROGUE ET DE FAUX DOCUMENTS...

L'Agence européenne Frontex accable le Maroc

L'Agence européenne pour la gestion des frontières extérieures «Frontex» a accablé le Maroc dans son dernier rapport annuel d'analyse des risques, désignant le royaume marocain comme un des principaux pays pourvoyeurs de la migration irrégulière, de trafiquants de migrants, mais aussi comme pays d'origine et d'envoi de la résine de cannabis saisie en Europe.

En plus de recenser le Maroc parmi les plus importants pays d'origine et/ou de transit de migrants irréguliers, Frontex a souligné dans son rapport 2015 que le Maroc occupe la première place au classement des dix principaux pays de nationalité des trafiquants de migrants.

Le royaume marocain en tête de ce classement établi par l'agence européenne pour la gestion des frontières extérieures avec plus de 1 100 passeurs marocains détectés en 2015, loin devant les Espagnols (600), les Syriens (500), les Turcs (400) et les Roumains et Bulgares réunis (840).

Dans ses dernières statistiques, l'Agence européenne fait également état de plus de 32 500 Marocains en situation de séjour irrégulier en Europe» et classe le Maroc dans le top 5 des pays de nationalité de migrants irréguliers, après la Syrie, l'Afghanistan, l'Iraq et l'Erythrée.

En dépit du partenariat privilégié qui les lie et des accords qu'ils ont signés pour une meilleure gestion de la migration, l'UE n'arrive

visiblement pas à amener son voisin marocain à coopérer sur cette question qu'elle a pourtant placée au centre de ses priorités et de ses relations avec les pays du voisinage.

Le bilan de Frontex pour l'année 2015 fait également ressortir que la majorité des documents frauduleux saisis aux frontières extérieures terrestres et maritimes de l'Union européenne ont été récupérés aux frontières entre le Maroc et l'Espagne, avec une implication quasi-totale de ressortissants marocains «utilisant de faux documents espagnols, à Ceuta et Melilla, mais aussi au départ de Tanger. S'agissant du trafic de drogues, Frontex rappelle dans son rapport que le cannabis, provenant essentiellement du Maroc, représente 80% des drogues saisies en Europe».

Selon cette agence européenne, les routes de la drogue se diversifient, et d'autres pays européens servent de plus en plus de points d'entrée. En juin 2015, un bateau battant pavillon turc en provenance du Maroc a été



Photo : DR

1 100 passeurs marocains ont été détectés en 2015.

intercepté par la marine italienne alors qu'il transportait 12 tonnes de résine de cannabis d'une valeur totale de 40 millions d'euros, a-t-elle précisé.

En effet, le Maroc demeure l'un des plus gros producteurs de résine de cannabis au monde et continue de fournir l'Europe, selon le rapport de l'année 2015 publié début mars par l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS). La plupart de la résine de cannabis destinée à l'Europe est acheminée clandestinement depuis le Maroc, note le rapport de

l'OICS, un organe indépendant chargé de surveiller l'application des conventions internationales des Nations Unies relatives aux contrôles des drogues.

«Le Maroc demeure l'un des plus gros producteurs de résine de cannabis et reste l'un des principaux pays d'où provient la résine acheminée clandestinement vers l'Europe», révèle le document, soulignant que «le Maroc faisait partie, ces dix dernières années, des trois pays les plus fréquemment cités comme source ou zone de transit de la résine saisie dans le monde».

JOURNÉE DU PRISONNIER PALESTINIEN

Le peuple palestinien exprime son attachement à sa liberté

Le peuple palestinien exprime son attachement à sa liberté à l'occasion de la célébration, hier, de la Journée du prisonnier palestinien, en prenant part aux différents rassemblements et manifestations organisés en solidarité avec les prisonniers palestiniens qui subissent quotidiennement le terrorisme, la torture et l'oppression de l'occupation israélienne.

La Journée du prisonnier palestinien permet de mettre à nu, une nouvelle fois, les exactions auxquelles se livre l'occupation israélienne au mépris des lois et valeurs universelles, en autorisant toutes sortes de violations à l'encontre des prisonniers, notamment la torture, l'alimentation forcée et l'arrestation d'enfants.

Selon les chiffres des instances chargées de suivre la situation des prisonniers dans les geôles de l'occupation, plus de 7 000 Palestiniens, dont 67 femmes, 400 enfants, 6 parlementaires, et 700 administratifs,

croupissent dans 22 prisons et centres de détention.

Ces dernières années, des dizaines de prisonniers ont observé des grèves de la faim pour protester contre la prolongation des détentions administratives et des conditions de détention désastreuses, lesquelles ont coûté la vie à certains prisonniers. Face à cette tragédie, les forces d'occupation, soutenues par la justice israélienne, ont opposé davantage d'entêtement, allant même jusqu'à édicter des lois autorisant les médecins à casser les

grèves de la faim par l'alimentation forcée. A cette occasion, les comités populaires contre l'occupation ont appelé les Palestiniens, notamment les jeunes en colère, à braver les forces d'occupation en prenant part massivement aux rassemblements et manifestations organisés en solidarité avec les vaillants prisonniers palestiniens. Les comités populaires ont souligné, dans ce sens, que les camps des réfugiés palestiniens connaîtront des affrontements violents avec l'occupant israélien, en soutien, les dirigeants palestiniens estiment, par ailleurs, que la question des prisonniers constituera à l'avenir le pilier de toute solution «juste et globale» eu égard aux considérations politiques et humanitaires qui en découlent.

Dans ce sens, le secrétaire du

comité exécutif de l'OLP, Saib Eureka, a affirmé que le dossier des prisonniers «se trouve au niveau du tribunal pénal international et de toutes les tribunes internationales et arabes pour dénoncer l'occupation, juger les criminels de guerre et rendre justice à nos prisonniers».

Dans un communiqué de presse rendu public à l'occasion de la Journée du prisonnier palestinien, M. Eureka a indiqué que le dossier des prisonniers «comporte des documents sur leurs souffrances, les négligences médicales, la détention des enfants, les détentions arbitraires, la torture, les maltraitements, la détention administrative, l'isolement et l'assignation à résidence».

Il a réaffirmé la détermination de l'OLP à mobiliser tous les efforts et tous les moyens politiques, juridiques et diplomatiques pour appuyer leur cause juste, poursuivre l'occupant israélien et mettre à nu ses pratiques et violations des droits des prisonniers palestiniens et défendre leur lutte légitime et préserver leur dignité qui est celle de tout un peuple.

La Ligue arabe appelle à l'internationalisation du dossier des prisonniers palestiniens

La Ligue arabe a appelé à «internationaliser le dossier des prisonniers palestiniens et à utiliser tous les moyens pour obtenir leur libération et poursuivre l'occupant israélien devant la justice internationale».

Dans un communiqué rendu public à l'occasion «de la célébration de la Journée du prisonnier palestinien», la Ligue arabe a affirmé que «la question des détenus arabes dans les prisons de l'occupant israélien restera parmi ses priorités jusqu'à leur libération».

Elle a appelé la Communauté internationale «à faire pression sur Israël pour libérer les détenus palestiniens et l'amener à respecter les décisions de la légalité internationale, soulignant que les autorités de l'occupation israélienne sont entièrement responsables de la vie des prisonniers notamment ceux dont la santé s'est détériorée».

APS

IRAN

Téhéran montre une partie du système anti-missiles S-300 russe lors d'un défilé militaire

Une partie des équipements du système anti-missiles S-300 russe, a été montrée dimanche lors d'un défilé militaire dans le sud de Téhéran.

Selon des images publiées par l'agence de presse Isna, des tubes des missiles et le système radar ont notamment été montrés lors du défilé organisé à l'occasion de la «Journée de l'armée de la République islamique d'Iran».

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Hossein Jaber Ansari, avait déclaré la semaine dernière que la Russie avait appliqué «la première partie» du contrat pour la livraison du système anti-missiles S-300.

Les Etats-Unis et l'entité sioniste critiquent la Russie à propos de ce contrat, le système S-300 permettant à l'Iran de renforcer sa défense aérienne face à toute éventuelle attaque, notamment contre ses installations nucléaires.

L'Iran et la Russie avaient conclu en 2007 un contrat pour la livraison des systèmes S-300, mais en 2010, Moscou a suspendu la vente en application d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU contre le programme nucléaire iranien.

En 2015, peu avant la conclusion d'un accord international sur le programme nucléaire iranien, Moscou a de nouveau autorisé la livraison des S-300. Les deux pays sont également en discussion pour la livraison à l'Iran d'avions de chasse russes Sukhoi 30, ce qui est également criti-

qué par Washington. «Notre puissance militaire, politique et économique n'est pas dirigée contre les pays voisins et les pays du monde islamique», a déclaré le président Hassan Rohani lors du défilé.

«Lorsque Bagdad était menacée par les terroristes, la République islamique d'Iran a répondu à l'appel du peuple, de l'armée et du gouvernement irakiens pour défendre Bagdad et les lieux saints», a déclaré M. Rohani.

«Et lorsque Damas était menacée, la République islamique d'Iran a répondu à l'appel du peuple et du gouvernement syriens», a affirmé M. Rohani, en ajoutant que l'Iran était prêt à «défendre» n'importe quelle capitale du monde musulman, notamment contre le groupe Daesh ou Al-Qaïda.

LÉGISLATIVES EN SYRIE

Le taux de participation atteint 57,56%

Le taux de participation aux élections législatives du 13 avril en Syrie est de 57,56%, a annoncé samedi soir la haute commission de la magistrature qui supervise les élections.

«Nous avons reçu les résultats des commissions sectorielles transmis après dépouillement qui fixent le nombre de participants à 5 880 444 électeurs sur les 8 834 994 inscrits sur les listes électorales, soit un taux de 57,56%», a indiqué le président de la Commission électorale, Hichem al-Chaâr lors d'une conférence de presse.

Plus de 7 300 bureaux de vote ont ouvert leurs portes aux électeurs syriens dans 15 daïras pour élire leurs représentants à l'Assemblée du peuple.

Environ 3 500 candidats ont concouru pour obtenir un siège à l'Assemblée populaire sur un total de 250, après le retrait de 7 000 autres candidats, a-t-on indiqué.